



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## **1 enseignant·e sur 3 en grève en Alsace, pour défendre l'école publique !**

Un·e enseignant·e sur trois était en grève jeudi 1er février, dans l'académie de Strasbourg. C'est un taux de grévistes particulièrement important.

De nombreuses écoles étaient fermées (nous en avons recensé plus de 40). Dans les collèges, un taux de gréviste dépassant 40% dans la vingtaine d'établissements pour lesquels nous avons des remontées. Chiffres semblables dans certains lycées qui continuent de subir les effets de la réforme Blanquer et sont touchés par l'insuffisance des dotations, voire des fermetures de classes.

En Alsace, les manifestations ont rassemblé plus de 2000 personnes.

Cette journée d'action s'est inscrite dans un contexte de dégradation continue du service public d'éducation, des conditions de travail et des rémunérations des personnels mais est aussi une réaction aux propos inadmissibles et mensongers de la ministre qui jette le discrédit sur l'école publique et ses agent·es.

L'école est au point de rupture car les enseignant·es ne peuvent plus exercer leur métier dans de bonnes conditions.

Dans le 1er degré on ne compte plus les témoignages des collègues en souffrance qui dénoncent les conditions de travail dégradées, le manque de moyens pour les remplacements ou l'inclusion, notamment (voir [campagne J'Alerte de la FSU-SNUipp](#)).

Dans les collèges, l'opposition est forte à la mise en place des groupes de niveau qui reposent sur une logique de tri des élèves et les assignent, dès la 6e, à des parcours scolaires différenciés sur un tiers des heures d'enseignement. Mais ces groupes de niveau se mettraient également en place au détriment d'autres dispositifs d'accompagnement des élèves ou de projets et désorganiserait fortement les établissements scolaires.

Dans certains lycées, les effets de la réforme Blanquer continuent à se faire sentir. Dans le même temps, ils sont touchés par l'insuffisance des dotations, voire des fermetures de classes.

La FSU rappelle son attachement à l'école publique gratuite et laïque et continuera de se mobiliser aux côtés des personnels dans leurs établissements, dans les instances (et notamment les Comités Sociaux d'Administration Départementaux qui seront réunis au mois de février) et dans la grève pour y défendre une autre ambition pour l'école publique, ses élèves et celles et ceux qui font vivre l'école au quotidien.